Anne Verdet

Violence et Occupation : l'empreinte du symbolique

La violence inhérente à l'Occupation, et ses expressions évolutives, sera abordée ici du point de vue des symboles mis en jeu, constitutifs de l'identité individuelle et collective. Les symboles sont le propre de l'humain et on peut y adhérer même s'ils contredisent des intérêts matériels immédiats. Ils sont les plus forts. Attaqués de front par la situation d'occupation, ils furent défendus, coûte que coûte. Les symboles peuvent être considérés, en effet, comme la « machinerie de maintenance » des univers sociaux, quels qu'ils soient. Ces univers, sociaux et symboliques tout à la fois, n'existent que dans un processus incessant, jamais achevé : un processus historique.
Si ces univers sont « des produits sociaux possédant une histoire[1] », ils ont aussi des territoires.

Un territoire : le département du Lot

Quelle fut l'histoire du territoire choisi, avant l'effondrement de juin 1940 ? Et quelle fut-elle pendant les années d'occupation, où le processus social à l'œuvre fut particulièrement dynamique ?

La ruralité

Commençons par la géographie, inductrice d'autres caractères. Le Lot est, pour l'essentiel, un ensemble de plateaux calcaires entaillés de vallées étroites, sauf exceptions... sur une seule rive. C'est un département rural, à plus de 80% avant 1939, un maximum national. Tous ses habitants ne sont pas paysans, mais l'agriculture domine, commande, toute son économie. La petite minorité d'urbains n'y est qu'exceptionnellement sans attaches terriennes, suffisantes pour préserver l'adhésion à des valeurs fondamentales.
La ruralité lotoise est, somme toute, représentative de l'Europe du Sud, marquée par la pauvreté des sols. L'habitat s'y organise majoritairement en petites unités autonomes au cœur de ces terres, nourricières malgré tout.

[1] Peter Berger & Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, [1966], Paris, Armand Colin, 1996, « Les machineries conceptuelles de la maintenance de l'univers », p. 127-159.

La famille-souche

La terre s'y transmet en droite ligne, selon un schéma strict de famille-souche. Par tradition, dit-on, qui est adaptation : une famille élargie ne pourrait être entretenue sur ces propriétés aux rendements dérisoires. On y contourne, si nécessaire, le droit instauré à la Révolution prescrivant le partage des terres. L'adaptation est allée jusqu'à une émigration massive, à la fin du XIXe, vers les villes ou l'Amérique, quand le phylloxéra ravagea le vignoble qui lui avait procuré une parenthèse de prospérité.

Le dépeuplement

Le dépeuplement qui en résulta, départs (80 000) et vieillissement cumulant leurs effets, fut intense. La courbe est vertigineuse : la population diminua d'un tiers en 30 ans (1881-1911). Les départs ne sont pas le seul fait des jeunes actifs, mais aussi des femmes, qui allaient se placer chez les bourgeois des villes, et de couples avec leurs enfants, quel que soit leur âge. L'ensemble des jeunes de moins de 20 ans est passé de 100 000 en 1856 à 35 000 en 1906.

La guerre de 14-18 prolongea la courbe sans changer son profil, mais ceux qui disparurent alors étaient les jeunes hommes qui restaient.

La place des femmes

Les familles sont en principe restreintes, deux à trois enfants, souvent un seul, mais trois générations sous un même toit est une configuration classique, encore de l'ordre du tiers au moment de la guerre. Jamais il n'y a d'anciens isolés. Des femmes surtout, mère, belle-mère, tante, font partie de cette famille de type méditerranéen. Il ne s'agit pas d'un matriarcat, mais d'un respect particulier de figures féminines aux prérogatives reconnues - ce sont elles qui « font » les mariages - et, surtout après la guerre de 14, elles peuvent être chefs de famille et d'exploitation.

Ses symboles et la violence ressentie

Le Lot, en 1940, est en zone libre, mais l'Occupation est violence, en elle-même, dès le mois de juin et la signature de l'armistice :

« Tous les Français de la métropole sont désormais prisonniers dans leur propre pays», écrivit Edmond Michelet en juillet 1940[2]. Des prisonniers confrontés à la confiscation, la négation, des symboles clés de leur univers.

La République

La République est le symbole suprême pour ces ruraux, ces paysans pauvres qui en avaient tant attendu, sous l'ancien Régime, au temps de Jacquou le Croquant[3], héros emblématique de cette période révolue. Ils comptaient dorénavant sur elle, pour une sécurité et un droit de regard sur les décisions politiques les concernant. L'Occupation signe la fin de la République. A partir du 10 juillet 1940, il n'y a plus qu'un Etat français. Ils sont privés du choix de leurs députés, cette affaire si sérieuse, passionnelle, se débattant au café des Rouges et au café des Blancs. Quant à leurs maires, les préfets nomment dorénavant ceux des villes à partir de 2000 habitants (loi du 16 novembre 1940)[4] et peuvent décider de la destitution de tous, si leur soutien à la Révolution nationale est jugé insuffisant. En juillet 1941, on comptait déjà, dans le Lot, 17 destitutions[5], et la liste n'était pas close. Véritable blessure narcissique pour ceux qui perdaient « leur » maire. « Le nôtre, c'était un bon celui-là ! », cri du cœur d'une de ces victimes dépossédées.

Son école

Elle n'est pas le moindre des acquis républicains : elle incarne la République et la défend, inlassablement. Dans ce contexte précis, elle était le moyen d'échapper à la pauvreté, en devenant « des paysans instruits » (Ferdinand Buisson), ou à sa condition grâce à un diplôme, ne fût - il que le certificat d'études. Volontés locale et nationale firent du Lot un

---

[2] « *Notes d'actualité pour essayer d'y voir clair* ». Deuxième tract distribué, nuitamment, dans les boîtes à lettres de Brive. Le premier, le 17 juin, s'inspirait de Charles Péguy : « Celui qui ne se rend pas a raison contre celui qui se rend... »

[3] Georges Guingoin dans un tract rédigé en 1941, proclamait : « On veut vous faire revenir au temps de *Jacquou le Croquant.* » Gérard Monédiaire, *Georges Guingoin, premier maquisard de France* [1983], Limoges, Souny, 2003, p. 191-192.

[4] Ils nommeront aussi les délégations municipales (maires et nombre restreint de conseillers) remplaçant les maires destitués, et les très nombreux démissionnaires de 1942-43-44.

[5] Un des premiers, Noël Poujade, chef d'un groupe de résistance, fut fusillé le 30 juin 1944, avec 21 autres otages désignés par la Milice.

département sur - scolarisé dès les débuts de la 3ème République, qui coïncident avec les ravages du phylloxéra.

Au réseau d'écoles primaires s'ajoutèrent les écoles primaires supérieures, amenant au brevet élémentaire voire aux concours d'entrée dans la fonction publique : postes, contributions et enseignement primaire. La première y fut ouverte à la rentrée de 1879, sur l'injonction de Ferdinand Buisson au préfet[6]. En 1890, il y en avait sept, dont deux de filles, quand de nombreux départements n'en comptaient encore aucune[7].

Les enseignants étaient de nouveaux notables. La reconnaissance et le respect qu'on leur devait ne se discutaient pas. Ils furent pourtant une cible du nouveau pouvoir, eux dont Pétain disait, en 1934 déjà, que certains « se donnaient ouvertement pour objet de détruire l'Etat et la société[8]. » Quel paradoxe à voir nommés "mauvais français" ces champions de la morale républicaine, « fonctionnaires irresponsables » disait le même le 15 août 1940, dans un discours sur l'éducation nationale, « incapables de former des hommes et des peuples forts[9]. »

Dès octobre 1940, ils furent visés dans leurs fonctions de secrétaires de mairie[10]. Suspectés pour leur passé syndical ou politique, ils purent être radiés, et la purge fut radicale, en 1941, pour ceux découverts francs-maçons[11]. Sanction moindre, ils furent déplacés, de leur affectation d'origine vers des communes éloignées, ou de chefs-lieux vers des villages, pour « limiter leur influence sur la jeunesse[12] ».

> « Et on lui a écrit pendant toute la guerre ! Et elle nous répondait individuellement ! »

La force de liens indissolubles, propre à ces communautés villageoises.

La perspective ouverte par ces enseignants vers un avenir meilleur était barrée par la guerre. Les structures scolaires étaient là, mais les transports étaient devenus hypothétiques et il fallait avant tout « aider » à la ferme, surtout quand les pères étaient

---

[6] AD Lot, 1T 34.

[7] 15 pour les garçons et 42 pour les filles. Jean-Pierre Briand et Jean-Michel Chapoulie, *Les collèges du peuple* [CNRS/ INRP/Presses de l'ENS, 1992] Rennes, PUR, 2012, p. 61.

[8] Conférence du 3/12/34, à un dîner de la Revue des deux mondes, publié en supplément au n° du 15 décembre 1934, p. 6-7.

[9] *Philippe Pétain*, Jean-Claude Borbas, Albin Michel, 1989, p. 350-353.

[10] Le préfet aux maires du Lot, s'appuyant sur une loi du 30 août 1940 : « Il conviendra d'éliminer sans défaillance tous les agents dont l'activité partisane porterait atteinte au moral de la population et tous ceux qui n'auraient pas rompu d'une façon non-équivoque avec des partis dissous. » Cité par Pierre Laborie, *Résistants, Vichyssois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Paris, Editions du CNRS, 1980, p. 195.

[11] Ce fut le cas de Jacques Chapou, figure historique de la Résistance lotoise, qui créa le premier groupe de résistance, Libération, en septembre 1942. Il était enseignant au lycée de Cahors, franc-maçon et syndicaliste, révoqué en septembre 1941.

[12] « Leur éloignement du lieu où ils ont exercé leur influence [...] est, à la fois, une moindre mesure et une mesure indispensable. » Le sous-préfet de Gourdon, AD Lot, 1 W 924.

prisonniers. Violence supplémentaire, cette impossibilité de poursuivre ses études, « après le certificat » : « Pourtant, le collège, c'était prévu ! » Un avenir volé.

La propriété de la terre

La République, elle avait permis la propriété de la terre et cette propriété, qui est attachement, au double sens du terme, détermine le statut, l'identité peut-on dire, même pour ceux qui n'en ont que quelques lopins. La catégorie des « petits propriétaires travaillant pour autrui » tient une bonne place dans les statistiques agricoles. Hors, dès juillet 1940, il fallait aider à l'approvisionnement de l'armée d'occupation, c'était une clause de l'armistice. Dans un régime économique où l'autosubsistance était prééminente, ces ponctions sur les productions agricoles étaient « contre-nature » : on travaillait, dur, pour nourrir sa famille, et aider ses voisins, à l'occasion, par solidarité villageoise obligée, cela avait le sens de l'évidence, mais nourrir les Allemands !... Les prélèvements se sont faits pourtant. L'adaptation était contrainte et la rancœur tenace. Et les ruses de se multiplier... Atteindre les quotas imposés était l'exception plus que la règle.

Violence inédite, en 1942, celle des attaques de Vichy contre ces paysans, d'abord valorisés comme modèles de moralité. Ils sont dénoncés comme profiteurs, « affamant les populations des villes ». Eux, sur qui Pétain « comptait pour l'aider à sauver la France de la famine [13]», ils sont devenus des boucs émissaires.

Dernière exigence, par décret du 31 mars 1943, la réquisition du bétail. Ici, « les bêtes », alias les vaches, chaque famille en possédait quatre ou cinq, souvent moins, rarement beaucoup plus. C'était avant tout des bêtes de trait, pourtant, même sur deux ou trois, il fallait en donner une. Catastrophe économique et pratique - la solidarité villageoise y palliait - mais non moins symbolique : acquérir du bétail confirmait un statut, pouvait le renforcer dans les cas les plus favorables. Imaginons les huit kilomètres, à pied, de sa ferme à la gare, où on les conduisait à l'abattoir, du paysan qui avait trois vaches...

La haine des Boches

Tout ce qui arrivait c'était... la faute aux Allemands. Aux Allemands et à leurs complices, à leurs sbires ou à ces traîtres, selon le registre d'énonciation. Mais l'ennemi héréditaire était bien au cœur de cette haine : « Vous savez, c'était haro sur les Boches ! »

---

[13] Appel du 20 avril 1942, largement commenté dans un éditorial de *La Défense - La Croix du Lot,* sous le titre *Labourage et pâturage*.

Le poids de la guerre de 14 qui ressurgit... Tous ces jeunes perdus, morts au champ d'honneur ou des suites de leurs blessures. Les infirmes, les prisonniers et tous les anciens qui se souviennent de cet indicible : le tocsin du 3 septembre 1939 les avait fait pleurer.

Cette haine, elle surpasse tout en puissance d'unification symbolique. Son envers, le symbole positif, est l'amour de la patrie, pour les Français de souche, l'attachement à ce que représente la France, son identité symbolique, pour eux et pour tous les autres : les républicains espagnols[14] ou italiens, les Polonais, immigrés devenus réfugiés, les réfugiés lorrains et les Allemands anti - nazis.

Les actes accomplis au nom de ces symboles

La précarité de la vie paysanne, dès avant la guerre, tenait au manque de main d'œuvre. Le dépeuplement ancien avait était aggravé par le nombre de prisonniers : 3 748 de ces jeunes actifs essentiels pour ce département (162 572 habitants au recensement de 1936) à la population vieillie, privée d'accroissement naturel depuis 60 ans. A l'échelle des villages, la proportion pouvait être dramatique : « Il n'y avait plus que les femmes et les vieux pour travailler ![15]»

Le refus du STO

C'est dans ce contexte que fut imposé par Laval, le 16 février 1943, le service du travail obligatoire. Le ressenti est allé jusqu'à la révolte. Silencieuse mais efficace.

Cette violence était polysémique : celle, affective, des jeunes arrachés à leur famille (le premier départ fut 24 jours après la promulgation), à leur terre qui avait tant besoin d'eux, violence économique et violence symbolique. Un fils prisonnier ou travaillant en Allemagne, c'était le risque majeur de ne pas pouvoir transmettre sa terre : une violence identitaire.

Le non - consentement, selon la formule éloquente choisie par Pierre Laborie pour désigner ce rejet instinctif de la situation, face au STO, dépassa le stade de l'attitude mentale et se transforma en actes. Cette réquisition des jeunes fut un point de bascule des comportements :

---

[14] Un maquis composé exclusivement d'Espagnols avait choisi comme nom : « République, Liberté, Fraternité ».

[15] AD 1W 60 : détail du nombre de prisonniers, commune par commune. La phrase fait référence à un village, Saint-Sozy, où ils étaient 20 pour 683 habitants, RGP 1936. Autres chiffres records : 31 pour 726 ; 17 pour 408 ;13 pour 372 et 5 pour 152.

« Les familles ont dit : " Ils ne partiront pas " » ; « On s'est organisés. »

Dans cette organisation, - cacher, nourrir, soigner - la dimension collective du non - consentement s'est clairement affirmée : pour plus de sécurité, elle devait être à l'échelle de plusieurs communes, avec des échanges de bons procédés.

Le Lot renouait avec ses traditions d'un XIX^e^ siècle où les violences anti-étatiques abondaient. « Les paysans du Lot, cela ne fait aucun doute, détestent les gendarmes. Cette hostilité [...] est la manifestation concrète de l'aversion des habitants des campagnes à l'égard d'un Etat perçu comme coercitif et prédateur[16]. »

La protection des déserteurs en avait été un exemple. Tout un village était capable de se liguer contre les gendarmes pour garder ces jeunes hommes dont le tirage au sort aurait privé la communauté pour sept années. Ce réflexe de solidarité a joué son rôle pour d'autres personnes menacées, victimes d'un Etat injuste.

Le soutien des persécutés

Le « midi toulousain » a reçu la plus grosse part des réfugiés espagnols et 3 000 arrivèrent dans le Lot, en février 1939 essentiellement.

Ces arrivées avaient un sens particulier pour les Lotois : après la guerre de 14, une immigration espagnole, appelée à la rescousse, leur avait évité la ruine, celle des terres en friche et des moutons sans bergers. La plupart étaient repartis, rejoignant l'Espagne républicaine, ou chassés par la « préférence nationale » des années de crise, mais une familiarité s'était installée avec ces ruraux au moins aussi pauvres qu'eux[17] : « Ils avaient beaucoup souffert... »

Dimension humaine, mais non moins symbolique : la perte de leur république, si proche, était une menace, et on ne les jugeait pas « indésirables [18]». En 1940, ils l'étaient plus que jamais et risquaient le travail forcé[19], ou la déportation, en raison de leurs appartenances politiques. Ils furent protégés si nécessaire, « camouflés », expression consacrée.

---

[16] F. Ploux, *Guerres paysannes en Quercy. Violences, conciliations et répression pénale dans les campagnes du Lot (1810-1860)*, Paris, Éditions La Boutique de l'Histoire, 2002, p. 194.

[17] Ils étaient 886 en 1938 pour 1530 en 1930. Originaires du Levant pour la plupart, c'était des ruraux aux familles souvent nombreuses, marginalisés face au développement industriel.

[18] Un décret de novembre 1938 du gouvernement Daladier avait prévu l'internement administratif des « étrangers indésirables ».

[19] Les seuls chantiers de l'organisation Todt, sur la façade atlantique, en employèrent 26 000.

Autre violence, inconcevable pour ces républicains convaincus à la laïcité sourcilleuse, celle faite aux juifs. Le Lot détient une forte densité de « médaille des Justes »[20]. Cette arithmétique est dérisoire, mais significative cependant : derrière une médaille (ou un des nombreux sauvetages sans médaille) il y a beaucoup de gens impliqués, ces ruraux discrets et experts dans les procédés de camouflage. Patrick Cabanel parle de « quotidienneté du bien » pour « ces espaces ruraux où l'hospitalité a été comme un tissu, dont beaucoup de familles possédaient ou tissaient un bout. Le bien, ici, a été « banal », comme l'était jadis le four ou le moulin, d'usage collectif[21]. »

Le Tarn & Garonne, limitrophe, partage ce record avec le Lot[22]. Le mérite lotois est pourtant spécifique : l'évêque du Lot était aux antipodes de celui de Montauban, monseigneur Théas. Sa lettre pastorale du 26 août 42, lue dans toutes les églises de son diocèse, condamnait l'inacceptable des déportations, comme celle de Saliège, l'archevêque de Toulouse, le dimanche précédent. Mgr Chevrier avait garanti son concours au préfet pour éviter leur diffusion :

> « Je m'emploierai à ce qu'aucune discussion sur les mesures décidées ne vienne inutilement troubler les esprits. »

Il manquait donc « le signe épiscopal induisant verticalement un réseau de sauvetage[23]», mais le message passa quand même, ces deux textes « tapés à la machine sur papier-pelure [24]» circulant dans le clergé lotois et sa clientèle. Les réflexes paysans et la morale laïque de l'Ecole[25] firent le reste.

Il y eut pourtant des déportations. Évoquons-en une seule, celle d'une famille. A sa violence à l'état le plus brut, s'ajoutaient bien des symboles. C'était celle d'un médecin, directeur d'un sanatorium des PTT depuis 1932, un notable – son établissement était l'employeur de cette commune de 600 habitants – français depuis l'Ancien régime, Légion d'honneur à titre militaire. Arrestation le 15 décembre 1943 : Auschwitz pour lui, sa femme, sa belle-fille, et sa petite-fille de 13 mois. « Ce fut un grand choc pour nous ! »

Sa plus jeune fille, élève du lycée Clément Marot de Cahors, fut sauvée par une secrétaire du sanatorium qui fit prévenir la directrice; elle rassembla toutes les élèves et leur dit : "Gilberte n'est plus là, vous ne la connaissez pas, vous ne l'avez jamais vue." Gilberte fut confiée à une famille pour le restant de la guerre[26].

---

[20] Plus de 30 pour 100 000 habitants, p. 92.
[21] Patrick Cabanel *Histoire des Justes en France*, Paris, Armand Colin, 2012, p.60.
[22] Après le maximum observé en Haute-Savoie et Haute-Loire.
[23] Patrick Cabanel, *ibid*., p. 262.
[24] Précision apportée par Pierre Laborie, *Résistants, Vichyssois et autres, op. cit.,* p.244.
[25] « La France des écoles laïques a été la grande oubliée du travail de mémoire et d'hommage autour des Justes. » *Ibid.*, p. 298.
[26] La médaille des Justes a été attribuée à la secrétaire et à la famille d'accueil.

Le ralliement à la Résistance

Toutes ces violences ressenties, fait des Allemands et du gouvernement de Vichy (Xavier Vallat s'était acharné contre le docteur Polack), ajoutées au rejet viscéral de l'Occupation, contribuèrent au ralliement à la Résistance, ou purent suffire à le provoquer. Direct pour un petit nombre (qui ira en se renforçant), et indirect pour une majorité, passant « d'un attentisme d'opposition sourde [...], à un attentisme de solidarité complice[27]».

Cet engagement, à ces différents degrés, fut facilité par la nature de la Résistance lotoise très majoritairement endogène (totalement au départ). La plupart des responsables étaient des gens bien connus, très souvent des enseignants, c'est dire leur pouvoir d'attraction. Citons le cas exemplaire d'un maquis constitué exclusivement des hommes d'une commune : ils étaient une cinquantaine, âgés de 17 à 45 ans, et « c'était l'instituteur qui avait tout organisé ! »

Si tous les hommes ne « prenaient pas les bois », les aider s'imposait à beaucoup comme une norme : c'étaient « les siens » qu'il fallait soutenir, ceux du village ou « de pas bien loin ».

Face à une Résistance qui s'étoffe, organise des maquis en 1943, et passe à l'action directe, radicalement en mars 1944[28], une violence toute concrète, physique, brutale, va monter en puissance, traversée de fulgurances symboliques.

L'expérience de la répression

Suivons le fil de la chronologie : début 1944 la répression s'affirme dans des actions ponctuelles, suite à des dénonciations, de miliciens, de traîtres infiltrés, agents français de la Gestapo, ou à des « accrochages ».

Dans la nuit du 8 au 9 janvier 1944, un maquis, familier d'au moins deux communes, où il multipliait ses lieux de stationnement depuis six mois, fut anéanti, en pleine nuit sous prétexte d'une livraison d'armes. Seulement 6 rescapés, pour 4 tués et 22 déportés.

En mars, dénoncés par le même agent de la Gestapo, le meunier - boulanger et l'instituteur - secrétaire de mairie de Larnagol, qui assuraient le ravitaillement des

---

[27] Pierre Laborie*, Le chagrin et le venin. La France sous l'Occupation, mémoire et idées reçues*, [2011], Gallimard, coll. Folio, 2014, p. 206-207.

[28]Jacques Chapou, responsable des Mouvements unis de Résistance, (les MUR), adhéra au parti communiste en février et créa les FTP du Lot, suivi de presque tous ses hommes.

Ce type de stratégie avait déjà été adopté par les principales organisations en présence, les groupes *Veny* en liaison avec le SOE, l'ORA - Corps Franc Pommiès- en lien direct avec le BCRA.

maquis, furent déportés. L'instituteur, 33 ans, avait été arrêté en classe, sous les yeux de ses élèves. Il avait organisé des circuits de distribution de vivres, avec l'aide de quelques grands, ceux qui préparaient « le certificat ». Il mourut à Flossenburg. Une victime emblématique, de celles qui comptent plus que d'autres parce qu'elles comptent pour tout le monde.

En février, un village - Caniac-du-Causse - qui avait accueilli, le terme n'est pas excessif, un des premiers maquis, fut investi un matin par les troupes allemandes. Fouilles, interrogatoires, soldés par cinq déportations. L'instituteur et le receveur des postes, fortement impliqués, s'enfuirent et finirent la guerre dans la clandestinité. Aucun maquisard – ils étaient nombreux car les nouvelles recrues étaient regroupées là pour leur formation – n'était au village, mais ils étaient, à fin d'entraînement, à une vingtaine de kilomètres de là. L'information, leur parvint, depuis le bourg voisin, via le brigadier puis l'épicier, et ils purent ainsi disparaître de leur cantonnement. Un des déportés était l'épicier-aubergiste[29], chez qui se tenaient les réunions, torturé sans avoir livré quiconque. Il mourut dans les mines de sel en octobre 1944. L'instituteur, qui était passé à un autre degré de risque que celui de la fabrication de faux-papiers, sauva sa vie d'extrême justesse, le 22 juillet, arrêté par un barrage allemand, avec deux autres maquisards qui eux, périrent.

C'est bien la communauté toute entière, curé compris, lui qui prêtait sa traction aux maquisards pour leurs expéditions nocturnes, dont l'intégrité, symbolique, était bouleversée. Ce village fut honoré de la médaille de la Résistance, avec rosette.

Larnagol fut encore touché le 10 avril 1944. Le « massacre de civils » fut évité in extremis grâce à la médiation d'un prêtre autrichien, ultérieurement fusillé par les Allemands. 18 personnes rassemblées par les hommes de la Wehrmacht, « alignées les bras en l'air », mises en joue par leurs mitraillettes, étaient sommées de dénoncer les maquisards auteurs d'une embuscade (4 morts chez les Allemands).

« Et bien sûr on ne savait rien ! » racontait, sur le ton débonnaire d'une sincérité feinte, une des femmes présentes.

Une violence nouvelle

Au mois de mai, c'est une action globale, de « nettoyage du Lot de ses bandes de terroristes », qui fut entreprise par la Das Reich. Elle devait détruire cette « communauté

[29] Les autres étaient des réfugiés, lorrains ou espagnols, présents au village depuis, ou avant, le début de la guerre. Ils réchappèrent de la déportation.

des ruraux et des maquis », formulation ô combien pertinente de H.R. Kedward, qui a, précisément, beaucoup travaillé sur le Lot, *à la recherche du maquis...* [30].

Elle débuta le 10 mai et s'acheva, pour le Lot... le 9 juin au matin, à l'avant-dernier pont avant Tulle, à 48 kilomètres, défendu par un groupe de résistants de l'Armée secrète de Corrèze. Il y eut 20 morts et 13 « victimes civiles », hommes et femmes, de ce village de 800 habitants, subitement confronté aux interrogatoires et aux canons allemands en batterie.

Cette expédition punitive eut deux cibles principales, Figeac et Latronquière. Figeac, sous-préfecture, 6000 habitants, deuxième ville du département, était au centre de la zone où la densité des maquis était la plus forte. Une des actions les plus spectaculaires de la Résistance lotoise s'y était produite, le 19 janvier 1944 : le sabotage d'une usine de pièces aéronautiques, Ratier, près de 500 employés, équipant les bombardiers Heinkel de la Lutwaffe, d'une pièce à l'avant-garde de la technologie de l'époque[31]. La prise de la gendarmerie, et la récupération de toutes les armes qu'elle contenait avait suivi, le 31 janvier. Il y eut 540 déportations.

A Latronquière, chef lieu de canton de ce même arrondissement[32], 550 habitants, il y eut 42 déportations. Le 11 mai à 6 heures du matin, 2000 hommes cernaient le village...

Dans les 42, un instituteur, un facteur, le juge de paix, deux gendarmes, qui avaient choisi leur camp, et le médecin - « on l'entendait le soir partir avec son gazogène... » - autant de positions centrales dans l'univers symbolique de ces ruraux.

La part des femmes

La violence de cette expédition était superlative, mais pas seulement par le nombre de ses victimes : par sa nature. Elle était sans bornes, tout était possible. Les victimes au hasard, parce qu'elles tentaient de s'enfuir, ou pour rien, et n'importe quelles victimes : hommes, femmes ou enfants. La confrontation directe des femmes à la violence physique, spécifique ou non, était nouvelle. Aggravation symbolique touchant à un universel.

---

[30] *A la recherche du maquis... dans la France du Sud, 1942-1944*, Paris, Éditions du Cerf, coll. « Passages », 1999.

[31] L'hélice à pas variable en vol, décisive pour la maniabilité des appareils.

[32] « L'agitation communiste qui peut se produire dans la région de Latronquière nécessite une amplification de notre surveillance. » Un inspecteur de police au préfet du Lot en octobre 1941. AD Lot, 1 W 942.

A Latronquière, le soir du 11 mai, après les tris, interrogatoires et « expédition » des hommes... la bourgade, privée de toute forme d'autorité légitime, fut « occupée ». Au sens le plus total du terme : maisons pillées, caves vidées, et femmes violées.

> « Nous on a été tranquilles... [mais...] il y a des choses que je ne raconterai jamais. »

Dorénavant, quand on craignait « un passage » - le climat de terreur, avec exactions violentes (pas du seul fait de la Das Reich, la Wehrmacht en eut sa part) dura jusqu'à fin juillet - on cachait les troupeaux, redoutant les incendies de granges et de bergeries, et on cachait les femmes... Les biens symbolisant la pérennité de la communauté.

A Figeac, ville encerclée le 11 mai au soir, la nuit de fouilles, interrogatoires et violences ne les a pas épargnées et, parmi les 540 déportations, il y eut celles de 8 femmes.

Quatre étaient les proches d'un résistant remarquable et insaisissable. Yves Ouvrieu, lotois, du réseau Gallia, qui avait organisé le sabotage de l'usine[33]. Il était le fils de l'un de ces médecins de campagne, celui de Limogne, qui n'oublièrent en aucun cas le serment d'Hippocrate. Sa femme, institutrice, était originaire de Figeac. Elle était, à ce moment-là, cachée loin de la région avec son petit garçon de 5 ans, mais sa famille fut une cible de choix : sa tante, sa sœur et deux proches cousines furent déportées à Ravensbrück. (Son oncle, invalide de 14-18, avait été arrêté et déporté en avril.) Application de ce principe primitif des femmes volées à titre de vengeance.

Autre exemple de cette dimension symbolique ajoutée à la violence, dans une descente de la Das Reich, (le 21 mai 1944), contre un village, Frayssinet-le-Gélat, un soir... Une débauche, un délire de violence. La fouille des maisons à la recherche de « terroristes » étant sans résultats, dix hommes (dont un instituteur) furent fusillés, une femme abattue comme elle tentait de s'enfuir, et trois autres pendues, dont deux âgées et impotentes ; l'une fut brûlée avec sa maison. Le tout sur la place du village devant les autres habitants qu'on y avait rassemblé. Les hommes creusèrent une fosse commune sous la menace des mitraillettes. Et le pillage des maisons et des caves dura le reste de la nuit, la population étant enfermée dans l'église. Le mot barbarie est inscrit au monument aux morts. Violence sans limites, violence gratuite, le contraire de celle qu'on tentait de lui opposer.

---

[33] L'usine était dans la ville et les Alliés avait pour projet de la bombarder... La parfaite réussite de son plan lui avait valu, à 28 ans, la direction des renseignements du BCRA pour la région 4.

Une nouvelle communauté symbolique

L'adaptation des lotois à la rudesse de leur environnement était un mélange de ténacité et de ruse, mais elle intégrait une forte dimension symbolique. Elle se nourrissait de l'idée même de la communauté, de la conscience d'appartenir à un groupe, transcendant les intérêts individuels. L'Occupation avait mis en péril au plus haut point la communauté, matérielle et symbolique. Elle avait porté atteinte à ses bases pratiques – autosubsistance et partage - indissociables de symboles vivaces.

La déstabilisation surmontée, il y eut reconnaissance de cette nouvelle communauté qu'était la Résistance, portée par les mêmes symboles. Cette Résistance impensable, rêvée, désirée au-delà de tout réalisme, mais... « il n'est pas de Goliath qui ne trouve son David[34]». Elle avait pris corps et, malgré sa folle insécurité, elle devenait protectrice :

> « Ils étaient là pour nous défendre », « Ils se faisaient tuer pour nous !... »

Sa répression attaqua à vif le tissu social, souvent les plus chers de ses membres, les plus précieux, les plus actifs à donner sens à la vie collective. Mais l'unité constituée était à toute épreuve, tant « ces deux mondes s'encastraient[35] ».

Un paysan avait deux fils ; l'aîné, de la classe 42, fut requis pour partir en Allemagne au STO. Il ne se présenta pas et se cacha, pas assez bien : il fut appréhendé chez lui par les gendarmes et les suivit. Le père appela son cadet, 19 ans, et lui dit :

> « Tu sais où est le maquis ? Tu vas avec eux, et tu y restes, sinon, ils viendront te prendre aussi et ça je ne veux pas. »

Le lien entre les deux communautés, celle des villageois et celle des maquis, était bien, doublement, la violence, violence subie et violence exercée en retour. Elle devenait un symbole, celui qui unissait cette « communauté des maquis et des ruraux » qui existait pour le soutien, mutuel, mais aussi pour la violence, légitime. L'action, violente, de la Résistance, exercée au nom du groupe, était légitime au sens fort, puisque son but était le retour à un Etat de droit : elle était « fille de la conscience nécessaire, de la conscience du nécessaire ». (Pierre Laborie[36])

---

[34] Bruno de Solages, recteur de l'Institut catholique de Toulouse. Déporté en juin 1944.
Biographie d'un intellectuel catholique engagé (1895-1983), Marie-Thérèse Duffau, Ed. Pierre Téqui, St Cénéré, 2014.

[35] H. R. Kedward, « Le monde rural face au maquis... », p. 339-351, in *La Résistance et les Français : Lutte armée et maquis*, Besançon, Annales littéraires de l'université de Franche-Comté, 1996, p. 350.

[36] « L'idée de Résistance, entre définition et sens : retour sur un questionnement », p. 50-85, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération* [2001], Paris, Le Seuil, coll. « Points Histoire », 2003, p. 77.